

HAITI

PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE

Consultants

REALISATION DES ETUDES POUR L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES DE LA VILLE DE JACMEL

Prêt No. 1493/SF-HA

Appel d'offres public international, No. AOI-CE-TPTC-22

This notice appears in *UN Development Business Online* only and not in the printed version. Although this notice is assigned to a specific print issue, the official publication date of this notice is considered the date that it is posted online (see below).

Cet avis spécifique de passation de marché est en relation avec l'avis général de passation de marchés pour le Programme publié dans l'édition No. 644 du journal *UN Development Business* du 16 décembre 2004.

Le 12 novembre 2003, le Conseil Exécutif de la Banque interaméricaine de développement (BID) a approuvé l'octroi d'un crédit à la République d'Haïti en vue de financer le Programme de remise en état de l'infrastructure économique de base (PREIEB). Le Contrat de prêt en question, No 1493/SF-HA, a été signé le 20 novembre 2003 et ratifié le 3 décembre 2003 par le Parlement haïtien.

Ce Programme met en œuvre une facilité multisectorielle de financement pour la réhabilitation de l'infrastructure économique de base, visant la relance économique et à l'amélioration de la qualité de la vie de la population dans certaines régions du pays. À ces effets, le Ministère de l'économie et des finances (MEF) a signé un Protocole d'Accord avec le Ministère des travaux publics, transports et communications (MTPTC) qui permettra l'utilisation de ressources de la facilité pour le financement d'un contrat avec une firme en vue de la réalisation des études objet de cet appel.

En conséquence, le MTPTC invite toutes les firmes et groupements de firmes intéressés, originaires de pays de la BID, à soumettre des propositions techniques et des propositions financières, sous plis cachetés, pour la réalisation des études pour l'assainissement des eaux usées de la ville de Jacmel.

Un jeu complet des documents d'appel d'offres sera mis à la disposition des firmes intéressées à partir du 11 octobre 2007 à l'adresse ci-dessous, moyennant le paiement direct non remboursable par chèque de direction émis à l'ordre du Ministère des travaux publics, transports et communications de US\$ 100 et la présentation d'une requête écrite indiquant leur intérêt à soumettre une offre, et adressée au Ministre des travaux publics, transports et communications à l'adresse ci-dessous.

Les offres devront parvenir à la même adresse, au plus tard à 11 heures le 12 novembre 2007.

Les offres tardives ne seront pas acceptées et seront retournées sans avoir été ouvertes. Le MTPTC décline toute responsabilité en ce qui concerne les offres qui n'auront pas été reçues à l'adresse ci-dessous.

Les enveloppes contenant les propositions techniques des firmes et groupements de firmes seront ouvertes en "séance publique d'ouverture des offres" à 13 heures le 12 novembre 2007, en présence des soumissionnaires désirant y assister, à l'adresse indiquée plus haut.

Le Ministère des travaux publics, transports et communications négociera la proposition financière du soumissionnaire éligible dont l'offre technique, se conformant substantiellement aux conditions de l'appel d'offres, aura été classée première. En cas d'aboutissement des négociations, le soumissionnaire susmentionné sera invité à signer un contrat.

Aucune garantie de maintien d'offres ne sera exigée des soumissionnaires. Cependant, ces derniers devront prendre un engagement formel à maintenir leurs offres pendant une durée de 90 jours.

Toute question relative au présent Appel d'Offres devra être soumise par écrit à l'attention du Fonctionnaire de Liaison du MTPTC avec l'Unité Technique d'Exécution du Programme, à l'adresse ci-dessous.

Ministère des travaux publics, transports et communications

Direction des transports
Palais des ministères
Rue des ministères
Port-au-Prince, Haïti, W. I